

Sénégal/Élections législatives hier Un scrutin test et sous tension

AFP

Dakar/Sénégal

Les bureaux ont ouvert avec beaucoup de retard dans certaines régions du pays, en raison de l'absence des bulletins de plusieurs listes. De quoi provoquer la colère de l'opposant Abdoulaye Wade. Des problèmes d'organisation relativisés par le chef de l'Etat.

LE Sénégal élisait hier sa nouvelle Assemblée nationale lors d'un scrutin test, à 18 mois de la présidentielle dans un climat tendu, l'ancien président Abdoulaye Wade imputant les problèmes d'organisation à la volonté de son successeur Macky Sall de contrarier une victoire de l'opposition. Un enjeu de cette dernière consultation avant l'élection présidentielle de 2019 sera de mesurer les forces du camp de Macky Sall, élu en 2012 face à Abdoulaye Wade (2000-2012), et qui espère consolider sa majorité. L'opposition affirme vouloir lui imposer "une cohabitation", mais ses chances d'y parvenir ont diminué après son échec à s'entendre sur une liste commune. L'un des autres principaux opposants, le maire de Dakar, Khalifa Sall, en détention préventive pour détournement de fonds présumé depuis mars, a dû faire campagne de sa cellule.

Les premiers résultats de ce scrutin à un tour sont en principe étaient attendus dans la nuit.

Les bureaux devaient être ouverts de 08H00 à 18H00 GMT (09H00 à 19H00 au Gabon), mais à Touba (centre), où les retards, dus notamment aux violents orages qui ont touché dans la nuit le pays, ont été particulièrement longs, le gouverneur a repoussé à minuit la fermeture des bureaux.

"Macky Sall s'est arrangé, il a donné des instructions pour que, dans tous les endroits où il pense que l'opposition va gagner, il n'y ait pas de vote. C'est ce qu'il est en train d'organiser", a déclaré M. Wade, après avoir voté en milieu d'après-midi à Dakar.

"Une élection dans laquelle un des candidats ne trouve pas ses bulletins de vote dans les bureaux de vote, on ne peut pas appeler ça une élection", a-t-il dit, en référence aux retards de plusieurs heures du scrutin dans certaines régions, en raison de l'absence des bulletins de plusieurs listes.

"Je demande à tous les électeurs qui ont voté de rester à leur bureau de vote jusqu'à la proclamation des résultats pour constater que ces résultats sont conformes à la réalité", a ajouté le chef du Parti démocratique sénégalais (PDS), 91 ans, rentré au pays le 10 juillet pour faire campagne, après plus de deux ans d'absence.

A Touba, un centre de



Photo : AFP

Le vote d'hier, un casse-tête pour l'électeur qui avait à choisir entre 47 listes.

vote a été "saccagé" par des électeurs qui s'insurgeaient contre l'absence de bulletins de la coalition de M. Wade, a rapporté l'agence de presse officielle APS.

PAS DE "RETOUR EN ARRIERE" • Pendant la campagne électorale, M. Wade avait accusé les autorités de tenter d'éviter une victoire de l'opposition en délivrant de manière sélective les cartes d'identité biométriques nécessaires au vote, dont plusieurs centaines de milliers n'ont pu être fournies à temps.

De son côté, Macky Sall a souhaité que les difficultés dues aux "retards dans des centres" puissent être surmontées, dans des déclarations rapportées par les médias locaux, dont l'APS.

"Je souhaite que les populations votent dans le calme et retournent chez elles dans le calme", a-t-il ajouté, affirmant que "le Sénégal est une démocratie que rien ne peut faire revenir en arrière".

Une des complications de ce scrutin réside dans le nombre inédit de listes – 47, contre 24 en 2012 – exigeant la présence de 47 bulletins dans chaque bureau de vote.

Les contretemps se sont accumulés pour de nombreux électeurs. Il a notamment fallu nettoyer les centres de vote après les intempéries de la nuit.

Mais ce sont les problèmes liés aux listes d'électeurs et à la distribution des cartes d'identité biométriques qui gênaient le plus les opérations, malgré l'autorisation accordée in

extremis par le Conseil constitutionnel, de voter avec le récépissé de dépôt de demande de carte, accompagné d'une pièce d'identité.

Plus de 6,2 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans près de 14 000 bureaux répartis dans le pays et dans huit "départements de l'étranger" pour la diaspora, qui sera représentée pour la première fois par 15 députés sur 165.

Sur les 165 sièges de l'Assemblée, élue pour cinq ans, 105, dont les 15 de la diaspora, seront pourvus au scrutin majoritaire, un système très favorable au parti qui terminera premier dans chaque département, puisqu'il en raflera tous les sièges. Soixante autres sièges seront répartis à la proportionnelle.

Kenya/A quelques jours des élections générales

Deux morts dans l'attaque de la résidence du vice-président

AFP

Nairobi/Kenya

William Ruto et sa famille ne s'y trouvaient pas. Ce sont les forces spéciales qui ont mis un terme à ce siège long de près de vingt heures.

AU moins un policier et un assaillant ont été tués dans l'attaque de la résidence du vice-président kényan William Ruto, lancée par un nombre inconnu d'hommes armés et à laquelle les forces spéciales ont mis un terme hier après un siège de près de vingt heures.

M. Ruto et sa famille ne se trouvaient pas chez eux lors de l'attaque, menée près d'Eldoret (ouest) à

quelques jours d'élections générales qui s'annoncent serrées et tendues. Le président sortant Uhuru Kenyatta et M. Ruto, son colistier, y briguent un second mandat à la tête du pays face au leader de l'opposition Raila Odinga.

"Ceux qui cherchent à miner notre unité et nos progrès, ceux qui œuvrent pour nous détruire en tant que nation, ils ne réussiront pas", a réagi hier M. Ruto, lors d'un meeting en amont des élections du 8 août, présentant ses "condoléances" à la famille du policier des forces spéciales tué lors de l'attaque. Cette dernière – dont les motivations sont pour l'heure inconnues – a débuté samedi à la mi-journée. Un nombre inconnu d'hommes armés ont alors grièvement blessé un policier chargé de la sécurité et

pénétré dans la propriété, ont indiqué des sources sécuritaires à l'AFP.

Après l'arrivée de renforts policiers, un assaillant s'est réfugié dans une pièce utilisée comme armurerie par la police affectée à cette résidence, une des mieux gardées du pays, prenant en otage un membre des forces spéciales finalement tué, a déclaré à la presse Wanyama Musiambo, responsable des opérations de sécurité dans la vallée du Rift.

"C'était une opération délicate parce qu'en étant dans l'armurerie, il avait un avantage et utilisait différentes armes (...), on avait l'impression qu'il y avait plus qu'une personne qui tirait", a précisé M. Musiambo.

Le siège a pris fin hier matin lorsque les forces spéciales ont tué l'assail-

lant, selon le chef de la police kényane Joseph Boinnet.

Samedi, M. Boinnet avait assuré que l'attaque avait été lancée par un homme armé d'une machette, tandis que plusieurs sources sécuritaires avaient indiqué à l'AFP qu'elle a été menée par plusieurs hommes munis d'armes à feu, dont certains auraient pu s'échapper.

William Ruto, qui réside la plupart du temps dans la capitale Nairobi, avait quitté sa résidence champêtre proche d'Eldoret environ une heure avant l'attaque.

Hier matin, le quotidien Daily Nation se demandait comment "une attaque aussi audacieuse" a pu être menée: "Des questions subsistent".

"Cet incident est malheureux", a commenté Moses

Wetang'ula, leader d'un des cinq partis de la coalition d'opposition dont M. Odinga est le candidat, cité par le quotidien Standard. Il a également dit espérer que l'attaque "n'est pas un stratagème visant" à s'attirer la sympathie des électeurs.

Les Kényans sont appelés aux urnes le 8 août, dix ans après les pires violences électorales de l'histoire du Kenya indépendant (1 100 morts), alimentées par des contestations du résultat. Le scrutin s'annonce serré et la température électorale dans le pays, qui a fait face dans un récent passé à des attaques jihadistes meurtrières des shebab somaliens, dont celles du centre commercial Westgate (2013) et de l'université de Garissa (2015), est montée d'un cran ces dernières semaines.

L'Afrique en bref

• Congo/Législatives. Incident et retrait d'un candidat de l'opposition

Un incident impliquant des militaires et provoquant le retrait d'un candidat de l'opposition a émaillé hier le deuxième tour des élections législatives au Congo-Brazzaville où le parti du président Denis Sassou Nguesso devait reconduire sa confortable majorité à l'Assemblée.

• Libye/Jihadistes. Cinq morts parmi les forces loyales à Haftar

Cinq membres des forces loyales au maréchal Khalifa Haftar ont été tués et quatre blessés dans une attaque menée hier par des jihadistes dans l'est de la Libye, selon l'agence de presse loyale aux autorités parallèles basées dans cette région.

• Somalie/Attentat. Au moins cinq morts à Mogadiscio

Au moins cinq personnes ont été tuées et 10 blessées hier par l'explosion d'une voiture piégée sur l'artère principale de Mogadiscio. L'explosion "a eu lieu devant des boutiques" de la rue Maka Al-Mukarama, l'artère la plus fréquentée de la capitale somalienne et qui mène au palais présidentiel.

A travers le monde

• Allemagne/Fusillade. Deux morts devant une discothèque de Constance

Un Kurde d'Irak armé d'un fusil d'assaut M16 a fait feu hier à l'entrée d'une discothèque à Constance, dans le sud de l'Allemagne, tuant un vendeur et blessant quatre personnes, avant d'être abattu, selon la police qui a écarté un motif "terroriste".

• Venezuela/Crise. Un mort et quatre blessés



Photo : AFP

Un dirigeant de l'opposition vénézuélienne a été tué hier à l'aube lors d'une manifestation contre la Constituante, quelques heures avant le début du scrutin pour désigner les membres de cette assemblée contestée, a annoncé le parquet. Par ailleurs, au moins quatre membres des forces de l'ordre ont été blessés par un engin explosif lors d'un affrontement avec des manifestants de l'opposition à Caracas.